

Sainte-Sophie

## Il était une foi

vendredi 16 décembre 2005, par [Philippe Broussard](#)

**L'Express du 08/12/2005**

*de notre envoyé spécial Philippe Broussard*

**Elle fut une basilique, puis une mosquée, avant de devenir un musée. Un lieu emblématique pour les derniers Grecs d'Istanbul, qui, comme les Arméniens, plus nombreux, restent très attachés à leur identité**

Comment faut-il l'appeler, Sainte-Sophie ou Sainte-Sagesse ? Les guides touristiques s'en tiennent souvent à la première option. La seconde serait pourtant plus juste : c'est bien de sagesse (sophia en grec) qu'il s'agit ici. Sagesse des formes, rondes et rassurantes, à l'image de la coupole principale (31 mètres de diamètre). Sagesse du lieu, sur les hauteurs de la vieille ville. Sagesse des hommes qui, après en avoir fait une basilique (537-1453), puis une mosquée (jusqu'en 1935), décidèrent, à l'initiative de Mustafa Kemal, le père de la Turquie moderne, de la transformer en musée à partir de février 1935. Pareil lieu méritait bien calme et neutralité après seize siècles de tumulte... En l'an 360, l'empereur romain Constance II, fils de Constantin I<sup>er</sup> le Grand, inaugure une première basilique. Mais celle-ci est incendiée lors d'une émeute, en juin 404. Reconstituée quelques années plus tard sur ordre de Théodose II, elle est une nouvelle fois ravagée par les flammes en janvier 532. L'empereur de l'époque, Justinien I<sup>er</sup>, décide alors d'en faire bâtir une troisième, plus majestueuse encore, toujours au même endroit. Pendant près de six ans, les meilleurs architectes et 11 000 ouvriers sont mobilisés pour ce qui devra être le plus vaste lieu de culte que la chrétienté ait jamais connu. Justinien et son épouse, Théodora, l'inaugurent le 27 décembre 537. Le sort de cette basilique basculera à nouveau en 1453 avec, cette fois, la prise de la ville par les Ottomans : pendant près de cinq cents ans, jusqu'en 1935, Hagia Sophia en grec (ou Aya Sofia en turc) sera une mosquée, reconnaissable à ses quatre minarets.

Ce destin, c'est un peu celui de Constantinople la chrétienne devenue Istanbul la musulmane. Il suffit de visiter cet étrange musée, comme le font chaque jour 10 000 personnes, pour le comprendre. Ses mosaïques, qui furent badigeonnées au temps des sultans mais jamais totalement détruites, témoignent du passé orthodoxe de la ville. De son présent aussi : « Sainte-Sagesse » ne demeure-t-elle pas, aux yeux des dizaines de milliers de touristes grecs qui franchissent ses portes chaque année, le berceau de l'orthodoxie mondiale et le symbole d'une puissance passée ? Une belle légende donne la mesure de cet attachement : le dernier empereur byzantin, Constantin XI, contraint de fuir les Ottomans en 1453, aurait trouvé refuge dans ces pierres millénaires ; il y serait toujours, dans l'attente du jour où il pourra rendre la ville aux orthodoxes.

Des Grecs de Turquie, lointains sujets de Constantin XI, vivent encore à Istanbul. Les « Rums », comme on les appelle ici. Bien qu'étant de nationalité turque, ils font partie, au même titre que les Juifs et les Arméniens, des trois communautés non musulmanes que le pays considère, depuis le traité de Lausanne (1923), comme des « minorités ». Ce statut particulier, qui existait sous une autre forme à l'époque des Ottomans, ne les a pas préservés des injustices du XX<sup>e</sup> siècle : en 1942, de lourdes taxations sur la fortune ont ruiné de nombreuses familles ; en 1955, des pillages plus ou moins orchestrés par le pouvoir ont entraîné des départs à l'étranger et marqué une fracture dans leur relation au reste du pays...

Ces dernières années, la situation s'est apaisée. Le gouvernement actuel, soucieux de séduire l'Europe et

d'en finir avec les excès du nationalisme, se garde bien de malmenager ces communautés longtemps soupçonnées de menacer l'unité du pays. Quant aux intellectuels turcs, ils manifestent un intérêt grandissant pour ces populations et la manière dont elles ont contribué à « faire » Istanbul.

Pour les Rums, le terme « minorité » relève de l'euphémisme : ils seraient moins de 2 000 à Istanbul, contre 160 000 il y a cent ans ! Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, leur nombre a décliné au rythme des crises entre la Turquie et la Grèce. Les plus anciens vivent dans le souvenir de l'époque où ils avaient leurs quartiers (Fener, Beyoglu...), leur culture, leur langue (un grec particulier), leurs habitudes sur les îles des Princes, en mer de Marmara.

Que reste-t-il de cet Istanbul-là ? 70 édifices religieux, une petite dizaine d'établissements scolaires et une population vieillissante, disséminée, pour ne pas dire perdue, dans une métropole de plus de 11 millions d'habitants. Le chef de file de ces rescapés est Bartholomée I<sup>er</sup>, le « patriarche œcuménique de Constantinople », autrement dit l'autorité spirituelle suprême des différentes branches de l'orthodoxie mondiale.

Si les Rums ne sont pas maltraités, ils doivent toujours se méfier de l'hostilité - moins virulente que par le passé - des nationalistes turcs et lutter contre les obstacles administratifs. Ainsi demandent-ils vainement la réouverture de l'école théologique de Halki, sur l'île de Heybeliada, fermée depuis 1971.

Mais leur principal combat reste évidemment celui du déclin démographique. Ils le mènent avec l'énergie du désespoir, en rappelant sans cesse qu'ils ont toujours entretenu les meilleures relations avec leurs voisins ou amis musulmans. C'est le cas, par exemple, de Yordi Okumus, patron du restaurant Imroz, à Beyoglu. Voilà plus d'un demi-siècle que ce Rum de 85 ans, réputé pour sa générosité sans limites, habite Istanbul. Il a connu les violences de 1955 (« l'époque où tout a basculé »), le départ de ses amis, de ses deux fils, désormais installés en Grèce, mais ni lui ni sa femme ne sont partis. « Nous sommes ici chez nous, confie-t-il. J'ai des associés musulmans, la plupart de mes clients le sont aussi, et tout se passe très bien. Beaucoup de Turcs regrettent que les Grecs aient été chassés. »

Un autre Rum se bat, à sa façon, pour la survie de la communauté : Mihail Vasiliadis, 66 ans, rédacteur en chef - bénévole - du quotidien en grec Apoyevmatini. Ce modeste journal, fondé en juillet 1925, survit grâce aux petites annonces et aux donations. Avant la Seconde Guerre mondiale, il se vendait à près de 20 000 exemplaires. Il se contente désormais de 520 acheteurs. « Il fut un temps où nous étions descendus à 80 ventes, précise le journaliste, mais le patron de l'époque a toujours tenu bon. » Mihail Vasiliadis, lui aussi, veut croire que son combat n'est pas vain. Selon lui, la Turquie doit clarifier son attitude à l'égard des minorités, notamment en permettant aux Rums de récupérer tout ou partie des milliers de biens immobiliers spoliés au fil du temps.

Une demi-douzaine de porteurs se chargent de livrer le quotidien grec au domicile des lecteurs. Dans le même temps, ils distribuent Jamanak, un journal destiné depuis 1908 aux Arméniens. Ces derniers, contrairement aux Rums, ne sont pas menacés d'extinction, tout au moins dans l'immédiat. Avec environ 70 000 personnes (120 000 en 1955), 33 églises, 18 écoles et deux hôpitaux à Istanbul, ils constituent même, et de loin, la « minorité » la plus importante en nombre. Bien sûr, en raison du traumatisme lié au génocide de 1915, leur cas diffère de celui des Rums et des Juifs. Mais ils éprouvent, comme eux, un amour profond - et volontiers nostalgique - pour l'Istanbul cosmopolite d'antan.

A cette époque, le fief des Arméniens était Kumkapi, un quartier de pêcheurs situé au bord de la mer de Marmara. Aujourd'hui, ce quartier n'accueille plus que des restaurants de poissons, et il faut chercher un certain temps dans les rues étroites avant de trouver le siège du patriarcat apostolique, dirigé par Mesrob II. La communauté est désormais disséminée dans toute la ville, sans secteurs bien définis, et se retrouve ici ou là, à l'occasion des fêtes religieuses ou associatives. « Nous n'avons jamais caché notre identité ni renoncé à notre culture, assure l'avocate Louise Bakar, porte-parole du patriarcat. Nous assistons même, depuis quelques années, à une forme de renouveau. » Le succès des éditions Aras, fondées en 1993, illustre cette tendance. Cette petite société s'est spécialisée dans les ouvrages, en arménien et en turc, évoquant le passé de cette minorité chrétienne. « Nous avons trouvé notre public, avide de découvrir

l'apport des Arméniens à l'histoire du pays et d'Istanbul », assure l'une des responsables d'Aras, Takuhi Tovmasyan.

L'avenir de ces Arméniens d'Istanbul, venus pour la plupart d'Anatolie dans les années 1960 et 1970, n'est pas garanti pour autant. Eux aussi ont le sentiment d'être peu à peu « dilués » dans cette immense métropole, où les mariages mixtes sont de plus en plus fréquents. Eux aussi luttent - sans grand succès - pour que leurs enfants, tiraillés entre deux cultures, pratiquent encore la langue de leurs ancêtres. Comme les Rums, ils cherchent à récupérer des biens immobiliers spoliés au XX<sup>e</sup> siècle. Une manière de rappeler, au-delà des enjeux financiers, que cette ville est aussi la leur, comme elle est celle des Rums, des Juifs et de tous ceux qui l'ont habitée et animée au fil des siècles. N'est-ce pas à un architecte arménien, Tiridate, que « Sainte-Sagesse » doit sa coupole actuelle, refaite à la fin du X<sup>e</sup> siècle ?

---

## **Ces Juifs venus d'Espagne**

Les Juifs turcs seraient environ 24 000, dont 22 000 à Istanbul. En 1927, ils étaient encore 80 000 dans l'ensemble du pays. Mais diverses crises et la création de l'Etat d'Israël, en 1948, ont entraîné des vagues successives de départs.

Cette présence en Turquie doit beaucoup à l'expulsion des juifs d'Espagne, en 1492. Après un passage par l'Italie, la plupart d'entre eux trouvèrent refuge chez les Ottomans. D'où ces prénoms (Lina, Clara, Dario...) et ces noms (Moreno, Canetti, Ventura...) à consonances latines. Des siècles durant, ils ont développé leur culture, leur langue (le ladino) et contribué à l'essor de certains quartiers d'Istanbul (Balat, Galata, Sisli...).

Cette minorité demeure bien organisée. Elle a ses synagogues, son musée, ses clubs sportifs et entretient de bonnes relations avec le reste de la population. La preuve : le succès du groupe Sefarad, un trio de jeunes Juifs qui a vendu 300 000 exemplaires de ses disques, en ladino et en turc. « Nous nous sentons pleinement turcs, mais sans renier notre identité », assurent les membres du groupe.

Les attentats de 2003 contre deux synagogues d'Istanbul (23 morts) n'ont pas rompu ces liens. « Au contraire, ils les ont renforcés, le pays a fait preuve de cohésion », affirme Ishak Alaton, un chef d'entreprise très influent dans la communauté. Cet homme de 78 ans, PDG du groupe Alarko (6 400 employés), est connu pour avoir la confiance du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan. « Je fais partie des optimistes, poursuit Ishak Alaton. La Turquie, mon pays, n'a jamais été antisémite. »

Une analyse confirmée en partie par Esther Benbassa, spécialiste du judaïsme moderne à l'Ecole pratique des hautes études de la Sorbonne, à Paris : « Ce pays a connu des poussées d'antisémitisme, mais celui-ci reste en général limité aux fondamentalistes musulmans et à une certaine intelligentsia d'extrême gauche. »